

La croissance : réalités et perspectives

L'APSE a invité ses membres à assister au 21ème Congrès des Economistes Belges de Langue Française organisé par l'Université Ouverte de la Fédération Wallonie-Bruxelles le 28 novembre 2015 à Liège (à l'Université de Liège) sur le thème général "La croissance : réalités et perspectives".

Le thème de la croissance étant toujours d'actualité, l'APSE a jugé utile de réaliser ce Supplément qui reprend les résumés des contributions présentées à ce Congrès.

La croissance : réalités et perspectives

21ème Congrès des économistes

C'est à l'Université de Liège que s'est tenu le 26 novembre 2015 le Congrès des économistes belges de langue française, sous la présidence d'Eric De Keuleneer, professeur à Solvay Brussels School (ULB) ainsi que Bernard Rentier, pro-recteur de l'ULg, comme vice-président.

Au cœur de l'actualité, les travaux de cette 21^{ème} rencontre se déployaient depuis plus d'un an sur le thème de la croissance.

Le Congrès a pour objectif d'interpeller les décideurs politiques en associant aux recherches et discussions des experts issus de tous les horizons de la société partenaires sociaux, entreprises, médias et citoyens.

Quatre questions centrales sont examinées au sein de commissions spécifiques.

1. "La croissance : quel passé, quel avenir ?"

Dans une optique à la fois historique et économique, quels sont les ressorts de la croissance? Sommes-nous à l'aube d'une «stagnation séculaire» et d'un ralentissement durable de la croissance?

2. "Quels instruments pour quelle croissance ?"

3. "Peut-on réconcilier croissance et environnement ?"

Comment réconcilier croissance et environnement?

La préoccupation écologique constitue-t-elle un frein ou un moteur pour la croissance?

4. "Quelle économie dans une ère post-croissance ?"

Comment penser et mettre en œuvre un projet de société au-delà de la croissance ?

Résumés des contributions

Commission 1 : La croissance: quel passé, quel avenir ?

Président : David de la Croix (UCL)

En s'intéressant à la fois aux dimensions historiques et aux perspectives de la croissance, cette commission s'attachera à répondre aux questions suivantes : existe-t-il des cycles de croissance ? Comment le processus de croissance se construit-il ? Comment la croissance est-elle stimulée à travers les différentes étapes historiques ? Comment appréhender l'évolution de la productivité des facteurs de production à la fois à court terme et à moyen terme ? Sommes-nous à l'aube d'une « stagnation séculaire » ? La croissance de ces deux derniers siècles reflète-t-elle une dynamique transitoire d'un état stationnaire à un autre ? Ou, au contraire, la révolution industrielle a-t-elle engendré un changement permanent de régime, de la stagnation à la croissance perpétuelle ?

Intervenants :

- David de la Croix (UCL), « *La croissance: quel passé, quel avenir ? Introduction* »
- Thomas Baudin et David de la Croix (UCL), « *La croissance économique* »
- Bernadette Biatour et Chantal Kegels (Bureau fédéral du Plan), « *Croissance et productivité en Belgique : Tendances à long-terme* »
- Erik Buyst (KUL), « *Regional disparities in Belgium, 1900-2010* »
- Thierry Eggerickx, Sandra Brée, Mélanie Bourguignon (UCL), « *Transition démographique et évolution économique en Belgique du 18^e au 21^e siècle* »
- Jean-François Fagnart (Université Saint-Louis) et Marc Germain (U. Lille 3), « *Limites énergétiques à la croissance économique* »
- Isabelle Clerbois et Christophe Ernaelsteen (UNamur) « *Evolution des disparités de croissance régionale entre 1967 et 2013* »
- Freddy Heylen, Pieter Van Rymenant, Tim Buyse and Brecht Boone (UGent), « *On the possibility and driving forces of secular stagnation* »
- Pierre Mohnen (UMaastricht), « *Innovation et croissance, dimension historique et prospective* »
- Pierre Pestieau (ULg) et Grégory Ponthière (Paris School of Economics), « *Optimal fertility under age-dependent labor productivity* »
- Mara Squicciarini (Northwestern University), « *Elites, cities and growth in Belgium* » (rapport du Président)

Résumé des contributions

La croissance économique

Thomas Baudin, David de la Croix (UCL)

Nous exposons les raisons et les conséquences du passage d'une stagnation millénaire à une croissance durable et en tire des conclusions pour le futur. La quasi-stagnation qui régnait avant 1820 empêchait l'individu moyen de bénéficier d'amélioration de ses conditions de vie à l'échelle de son existence. Après 1820, dans un pays comme la Belgique, le niveau de vie de l'individu moyen a été multiplié en moyenne par 2 tous les 50 ans.

Quelle que soit notre position quant à la désirabilité d'une croissance illimitée, force est de constater que la croissance des deux derniers siècles a accompagné bon nombre d'évolutions positives :

la santé (espérance de vie), l'éducation, davantage l'égalité des genres, la démocratie, l'État Providence.

La croissance économique est donc un phénomène récent, datant de deux siècles seulement. La croissance moderne possède deux types de moteurs : (i) le moteur essentiel qu'est l'innovation, ou autrement dit, le progrès technique, (ii) des moteurs secondaires tels que l'augmentation de l'éducation et l'allongement de l'espérance de vie, l'urbanisation et la baisse de la fécondité.

La question se pose aujourd'hui de savoir si cette croissance va poursuivre son chemin en suivant le sentier déterminé depuis deux siècles (vue classique), ou bien, au contraire, va-t-elle plafonner, comme si l'histoire consistait à passer d'un niveau de revenu par habitant à un autre, plus élevé (vue Malthusienne)?

Nous concluons que nos moteurs secondaires de croissance semblent être à sec – nos économies sont en train de converger vers une situation où seuls les déplacements de la frontière technologique pourront leur permettre de croître.

Croissance et productivité en Belgique : tendances à long terme

Bernadette Biatour et Chantal Kegels (Bureau fédéral du Plan)

La grande crise récente a renforcé la tendance de long terme au déclin du taux de croissance du PIB par tête belge. En Belgique, ce déclin est dû au ralentissement de la croissance de la productivité du travail. Le papier analyse la tendance à long terme de la croissance économique belge en comparaison avec les États-Unis et la moyenne européenne et l'évolution récente de la productivité du travail en comparaison avec les trois pays voisins. Il identifie les causes de la baisse tendancielle des gains de productivité en analysant les changements structurels de l'économie et en appliquant la méthodologie de la comptabilité de la croissance à des données sectorielles.

Shifts in Belgian spatial inequality between 1896 and 2010

Erik Buyst (Centre for Economic Studies, University of Leuven)

In this paper we present estimates of regional GDP per capita at regular intervals for the period between the end of the 19th century and the beginning of the 21st century. The data reveal dramatic changes in the relative position of the different Belgian provinces. Relatively poor provinces at the late 19th century often became the richer ones 110 years later, and vice versa. Next we explore the main causes of this process. Finally we provide an overview of the economic threats facing Belgium's high income provinces today.

Transition démographique et évolution économique en Belgique du 18e au 21e siècle

Thierry Eggerickx, Sandré Brée et Mélanie Bourguignon (Centre de recherche en démographie-UCL)

L'objet de cette étude est de mettre en évidence sur le temps long, tant d'un point de vue théorique qu'empirique, les interactions entre l'évolution de la population et de ses composantes démographiques, et certains processus et facteurs économiques. Une attention particulière est accordée aux relations entre fécondité et économie dans le cadre des principales crises économiques qui ont émaillé l'histoire de la Belgique au cours des derniers siècles. Ces périodes de récession ont nécessité de la part des populations affectées la mise en place de stratégies d'ajustement, notamment démographiques. Si dans les exemples présentés, ce sont le plus souvent les facteurs économiques qui déterminent les comportements démographiques, il convient de souligner les

implications socioéconomiques du vieillissement démographique – un processus amorcé il y a près de 150 ans – actuel et futur en termes de financement des pensions ou encore d'organisation du système de protection sociale.

Limites énergétiques à la croissance économique

Jean-François Fagnart (CEREC, Université Saint-Louis) et Marc Germain (CNRS- Université de Lille 3)

Après avoir survolé quelques observations empiriques qui montrent qu'il n'y a pas (eu), au niveau mondial, de croissance économique sans croissance de la consommation d'énergie, nous étudions les implications macroéconomiques d'une transition énergétique caractérisée par le recours à des énergies non renouvelables moins facilement exploitables et par un glissement vers des formes d'énergie renouvelable dont le rendement énergétique est inférieur à ce qui a été historiquement obtenu des énergies fossiles. Nous montrons pourquoi dans une telle transition (qui fait que la production d'énergie secondaire devient plus consommatrice d'énergie), les obstacles à la croissance économique se multiplient. 1) Pour un même niveau d'efficacité dans l'utilisation finale de l'énergie, la transition augmente la quantité d'énergie nécessaire à la création d'une unité de valeur ajoutée; 2) Les progrès technologiques purs se traduisent moins nettement en gains de productivité (mesurés en unités de valeur ajoutée) et sont donc moins porteurs de prospérité. 3) La transition augmente le niveau de capital dont l'économie a besoin pour atteindre un niveau donné de PIB mais ralentit simultanément l'accumulation du capital à taux d'épargne inchangé. Maintenir un même taux de croissance économique (à supposer que ceci fut possible) réclamerait donc que l'économie alloue une fraction plus grande de sa production à l'investissement (plutôt qu'aux consommations finales).

Évolution des disparités de croissance régionale entre 1967 et 2013

Isabelle Clerbois et Christophe Ernaelsteen (UNamur)

Cette contribution s'intéresse à l'évolution de la croissance réelle des trois régions belges entre 1967 et 2013. Sur cette même période, les croissances régionales semblent converger progressivement. Dans cette étude, nous tentons de formaliser ce constat et d'en éprouver la significativité statistique. Nous identifions une convergence statistiquement significative des croissances économiques des trois régions belges, principalement due à une baisse de la croissance flamande, indépendamment de la conjoncture nationale, et à une hausse de la croissance bruxelloise, au fil du temps. La croissance wallonne, quant à elle, n'enregistre aucune tendance à la hausse ou à la baisse statistiquement significative sur la même période. En outre, une distinction entre le secteur industriel et celui des services met en lumière une convergence provenant essentiellement du secteur industriel. En termes d'implication pour le futur, les élasticités estimées des croissances régionales à la croissance nationale montrent qu'en cas de reprise économique le rebond flamand devrait s'avérer plus marqué que dans les autres régions et les écarts interrégionaux pourraient s'accroître à nouveau.

On the possibility and driving forces of secular stagnation

Freddy Heylen, Pieter Van Rymenant, Tim Buyse and Brecht Boone (UGent)

This paper investigates the possibility of today's economies entering into secular stagnation. Recent literature highlights demographic change, rising inequality, deleveraging and reduced credit availability, and downward rigidity in real interest rates as possible culprits behind stagnation. We construct a general equilibrium macro model in which all these potential driving forces have their place. The model economy consists of six overlapping generations of unequal individuals, differing in ability, human capital and financial wealth. The size of these generations varies over time due to exogenous changes in fertility and longevity. Human capital and wealth are transferred from parents

to children, genetically and via bequests. The return to human capital may change over time, implying changing inequality. Individuals may or may not be able to borrow to finance consumption and higher education. We calibrate our model to match the facts in Belgium during the last decades, and then simulate expected changes in demography, rising inequality, borrowing constraints, and downward rigidity in the real interest rate. Can we end up in a very long period of weak potential growth? Is it possible that actual output remains below potential for a very long time? What do we have to bring into the model to get these results? What driving factors are the most influential?

Innovation et croissance, dimension historique et prospective

Pierre Mohnen (Maastricht University et UNU-MERIT)

L'innovation est le moteur de la croissance. Combien de fois ne lit-on pas cette affirmation dans la presse, dans les discours des décideurs politiques et dans les travaux académiques. Qu'en est-il vraiment ? Quel rôle joue l'innovation dans le processus de la croissance ? Comment mesure-t-on sa présence et son impact ? Est-ce que son rôle est scientifiquement prouvé ? Et où se situe la Belgique dans ce contexte ? Telles sont les questions qui seront abordées dans cet article.

Optimal fertility under age-dependent labor productivity

Gregory Ponthiere (Paris School of Economics) & Pierre Pestieau (ULg)

In the so-called Rapport Sauvy (1962), the French demographer Alfred Sauvy argued that Wallonia's fertility rate was socially suboptimal, and recommended a 20 % rise of fertility, on the grounds that a society with too low a fertility leads to a low-productive economy composed of old workers having old ideas. This paper examines how Sauvy's intuition can be incorporated in the seminal Samuelsonian optimal fertility model (Samuelson 1975). For that purpose, we build a 4-period OLG model with physical capital and with two generations of workers (young and old), the skills of the latter being subject to some form of decay. We characterize the optimal fertility rate, and show that this equalizes, at the margin, the sum of the capital dilution effect (Solow effect) and the labor age-composition effect (Sauvy effect) with the intergenerational redistribution effect (Samuelson effect). Finally, we develop a numerical example, and examine how Sauvy's recommendation can be reconciled with facts.

Culture, Intellectual Elites, and Economic Growth: Evidence from 19th Century Belgium

Mara Squicciarini (LICOS – KULeuven)

This contribution stresses the role of scientific and technical knowledge for economic development. Analyzing the existing economic literature and providing examples from the Industrial Revolution in Belgium, it also suggests that investments in average human capital are not enough for industrial progress and economic growth, while the presence of knowledge elites (even if confined to a small minority of scientists, inventors and entrepreneurs) is crucial, fostering growth via the innovation and diffusion of modern technology.

Commission 2 :

Quels instruments pour quelle croissance ?

Co-présidents : Philippe Donnay (Bureau fédéral du Plan) et Lionel Artige (ULg)

Sur base des évolutions récentes, les travaux de cette commission porteront sur les instruments de la politique de croissance. Cette commission devrait s'intéresser, dans le contexte européen donné (politique monétaire et traité budgétaire), aux principaux instruments disponibles pour stimuler la croissance : la réforme du marché des produits (biens et surtout services) ; la réforme du marché du travail ; le soutien à la recherche et à l'innovation ; le soutien au capital humain ; l'infrastructure publique ; l'efficacité de l'action des pouvoirs publics (régulation des marchés), en ce compris la question de la redistribution et de la taxation juste et équitable (et de son impact sur l'emploi).

La commission s'interrogera (1) sur les leviers à employer et (2) sur la priorisation des réformes à mener pour stimuler la croissance ?

Intervenants :

- *Henri Bogaert (UNamur & Commissaire au Plan honoraire) et Elodie Lecuivre (UNamur), « Une amélioration du Pacte de stabilité en y intégrant la règle d'or »*
- *Etienne de Callataÿ (Chargé de cours invité à l'Université de Namur et à l'UCL et Président de la Société royale d'Economie politique de Belgique (SREPB)), « Fiscalité et croissance tendancielle : quelques pistes pour la Belgique »*
- *Muriel Dejemepe (IRES, UCL) et Bruno Van der Linden (FNRS & IRES, UCL), « Alléger le coût du travail ? Tout est dans la manière »*
- *Michel Dumont (Bureau fédéral du Plan), « L'efficacité du soutien public pour la R&D et l'innovation »*
- *Chantal Kegels (Bureau fédéral du Plan), « Croissance de la productivité en Belgique : raisons du déclin et pistes de solution »*
- *Gaëtan Nicodème (ULB & Commission européenne), « Un tax shift pour une croissance inclusive et juste »*
- *Béatrice Van Haepere (IWEPS), « Capital humain et croissance : le rôle de l'éducation »*
- *Peter Van Herreweghe (SPF Économie), Alexis Walckiers (Autorité belge de la Concurrence), Lidia Tsyganok et Erwin Van Hirtum (SPF Économie) « Fonctionnement des marchés: un screening horizontal »*

Résumé des contributions

Une amélioration du Pacte de stabilité en y intégrant la règle d'or

Henri Bogaert (Université de Namur) et Elodie Lecuivre (Université de Namur)

Les règles du Pacte de Stabilité et de Croissance ont pour but d'assurer une coordination efficace des politiques budgétaires des différents États membres de la zone euro. On constate, cependant, que les règles actuelles du Pacte ont des effets pervers, notamment sur l'investissement public qui est pourtant un des postes budgétaires les plus porteurs de croissance. Face au sous-investissement structurel dans la zone euro, qui freine la reprise économique et pèse sur la croissance potentielle, des mécanismes de flexibilité ont été introduits récemment dans le Pacte mais ceux-ci ne répondent que partiellement au problème. Dès lors, des voix s'élèvent pour réclamer une amélioration plus profonde du Pacte et, notamment, l'introduction d'une règle d'or selon laquelle l'investissement public net des amortissements pourrait être financé par l'emprunt. Les arguments ne manquent pas dans la littérature, l'objectif de déficit devrait en tenir compte. Dans cette perspective, ce papier propose une nouvelle formule de calcul de l'objectif de solde budgétaire à moyen terme (MTO) que doit se fixer chaque État membre conformément au Pacte. Basée sur le critère de soutenabilité inspiré de la logique actuelle, la nouvelle formule proposée met plus l'accent sur l'investissement

public comme élément essentiel et structurel du programme de stabilité et de croissance, mais aussi sur l'équité intergénérationnelle, non seulement pour la charge de la dette et des dépenses futures liées au vieillissement, mais aussi pour celle de l'investissement. De plus, elle vise à assurer la viabilité financière et à minimiser les risques de défaut en intégrant la règle de réduction du taux d'endettement pour les États ayant une dette supérieure à 60 % du PIB. Contrairement à la formule actuelle, le traitement spécifique de l'investissement favorise une distribution plus efficace des objectifs de la politique budgétaire entre les différents niveaux de pouvoir.

Fiscalité et croissance tendancielle : quelques pistes en Belgique

Etienne de Callatay (Chargé de cours invité à l'Université de Namur et à l'UCL et Président de la Société royale d'Economie politique de Belgique (SREP))

Vieillesse démographique, réduction des effets de levier de l'endettement public et du crédit bancaire, tassement des gains liés à une meilleure éducation, creusement des inégalités, contraintes environnementales, les raisons d'anticiper une baisse tendancielle du taux de croissance par habitant abondent. Vu les conséquences potentielles d'un tel ralentissement sur le bien-être, en particulier des moins qualifiés, sur le financement des engagements de sécurité sociale et sur la soutenabilité de la dette publique, des réformes structurelles sont envisagées pour soutenir la croissance. Parmi celles-ci figure une refonte de la fiscalité. La présente contribution examine selon quelles lignes directrices une réforme de la fiscalité nationale, sans tenir compte de la dimension internationale de la politique fiscale, pourrait stimuler la croissance de l'économie belge.

Dans la première partie, la contribution offre trois angles d'attaque pour un tel examen. Il s'agit d'abord de la caractérisation théorique classique de ce qui est appelé le « bon impôt », ensuite du classement communément admis dans le degré de nocivité, en termes de croissance, des différents types d'impôts et enfin des principaux traits de différenciation de l'impôt en Belgique, étant entendu qu'a priori il s'agit là d'anomalies par rapport à la sagesse de la norme internationale.

Dans la seconde partie, les principales sources de revenu des pouvoirs publics sont passées en revue en s'interrogeant à chaque fois sur l'interaction entre ces impôts et la croissance tendancielle : impôt des sociétés, impôt sur le revenu des personnes physiques, cotisations sociales, impôt sur la consommation, impôt sur le revenu immobilier, impôt sur le revenu mobilier et impôt sur la pollution.

Alléger le coût du travail? Tout est dans la manière

Muriel Dejemeppe (IRES, UCL) et Bruno Van der Linden (FNRS & IRES, UCL)

Alors que les modalités d'un allègement renforcé des charges patronales sont en discussion au niveau fédéral, les Régions définissent en ce moment leurs priorités concernant le transfert des mesures fédérales de soutien financier à l'emploi lié à la sixième réforme de l'État. Nous entendons contribuer à cette réflexion en posant, sur base d'une vaste littérature, une série de balises qui devraient guider leurs décisions. Considérant que la création d'emplois est la priorité, un ciblage sur les bas salaires des réductions supplémentaires de charges patronales s'impose au niveau fédéral. Une autre forme de ciblage aurait un impact nul ou très limité sur l'emploi. En matière de soutien financier à l'embauche, une compétence désormais régionale, les allègements du coût salarial ne peuvent réellement créer de nouvelles opportunités d'emploi que s'ils sont accordés pour une durée limitée et visent des demandeurs d'emploi sans expérience professionnelle récente. Il s'agit pour l'essentiel de jeunes inexpérimentés et peu qualifiés, et de chômeurs de longue durée.

L'efficacité du soutien public pour la R&D et l'innovation4

Michel Dumont (Bureau fédéral du Plan)

To achieve the agreed target that expenditures on research and development (R&D) should amount to 3% – relative to GDP- many EU countries increased public support for R&D. The Belgian federal government introduced, from 2005 onwards, a number of tax benefits for companies that invest in R&D, in addition to the direct support (subsidies) already provided by regional agencies. This paper discusses the role and effectiveness of subsidies and tax incentives in support of R&D activities in general and the results of recent evaluations of public support in Belgium more specifically. Some measures appear to effectively incite additional R&D activities by companies in Belgium but for other measures evidence is less compelling. This finding warrants further research to assess which mix of instruments may be most effective in promoting R&D activities.

Croissance de la productivité en Belgique : raisons du déclin et pistes de solution

Chantal Kegels (Bureau fédéral du Plan)

Ce chapitre analyse l'évolution de la productivité du travail en Belgique au cours des dernières décennies et s'interroge sur les raisons du déclin de la croissance de la productivité. Certains éléments explicatifs sont communs à l'ensemble des économies avancées mais d'autres sont spécifiques à la Belgique. Partant de ce constat et du contexte économique particulier créé par la grande récession, le chapitre envisage trois familles de réformes susceptibles d'améliorer les perspectives de croissance : l'amélioration du fonctionnement des marchés et la réforme du marché des produits, l'investissement en capital basé sur la connaissance et l'innovation et l'amélioration des infrastructures.

Un tax shift pour une croissance inclusive et juste

Gaëtan Nicodeme (Commission européenne)

Le glissement de la fiscalité du travail vers des assiettes moins dommageables à la croissance reste une priorité de la Commission européenne et autres institutions internationales. Cette contribution offre une revue de la littérature théorique et empirique des effets du *tax shift* sur la croissance. Par ailleurs, il propose un état des lieux des réformes mises en place par les États Membres de l'Union européenne ces dernières années. Cet état des lieux est illustré d'exemples concrets de mise en œuvre et de difficultés rencontrées par les États membres, notamment sur le plan institutionnel, social et de compétitivité. Enfin, l'article conclut par une analyse des récents développements en matière de fiscalité internationale susceptibles de redéfinir les contours de futurs *tax shifts*. Les progrès en matière d'échanges automatiques d'information, la refonte possible de la fiscalité du capital et le potentiel d'une fiscalité plus verte en Union européenne offrent de nouvelles perspectives à la baisse de la fiscalité du travail.

Capital humain et croissance: le rôle de l'éducation

Béatrice Van Haepren (IWEPS)

L'objectif de cette contribution est d'apporter un éclairage sur les canaux par lesquels l'éducation a soutenu la croissance du PIB au cours des vingt dernières années. De notre observation, qui porte sur quatre pays – la Belgique, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas -, il ressort que l'élévation du niveau d'éducation, en particulier celui des femmes, a eu un effet positif sur les taux d'activité et d'emploi. Au-delà de cet effet quantitatif, la qualification de la main d'œuvre contribue à une augmentation de la productivité du travail, saisie dans la comptabilité de croissance par l'*effet de*

composition. À cet égard, nos indicateurs montrent que le flux de travailleurs plus qualifiés a répondu à une offre croissante d'emplois demandant davantage de qualifications.

Fonctionnement des marchés: un screening horizontal

Peter Van Herreweghe (SPF Économie), Alexis Walckiers (Autorité belge de la Concurrence), Lidia Tsyganok et M Erwin Van Hirtum (en tant que co-auteurs)

Lorsque les marchés fonctionnent bien, les entreprises tendent à réduire leurs prix, à innover, et à développer des produits et des services adaptés aux besoins des consommateurs. Ces marchés rendent les entreprises plus compétitives, contribuent à une allocation efficace des ressources, et in fine à la croissance. Cet article poursuit deux objectifs. D'une part, nous décrivons ce qu'un bon fonctionnement des marchés requiert: du côté de la demande, les consommateurs doivent se fournir auprès des opérateurs qui offrent les produits et services qui leur conviennent le mieux et, du côté de l'offre, les entreprises doivent se faire une concurrence sur les mérites. D'autre part, nous présentons la méthodologie du screening horizontal au cours duquel des indicateurs qui reflètent différentes dimensions du fonctionnement du marché sont agrégés en un score unique. Le screening est effectué pour l'ensemble des secteurs marchands de l'économie belge, et les premières conclusions de cet exercice sont présentées. On identifie les secteurs de l'économie qui, sur base de cet indicateur composite, présentent un risque de dysfonctionnement plus élevé.

Commission 3 : Peut-on réconcilier croissance et environnement ?

Co-présidents : Thierry Bréchet (UCL) et Paul-Marie Boulanger (IDD)

Partant du constat qu'il devient aujourd'hui difficile de tendre vers une croissance durable et de satisfaire les besoins à travers de grands projets industriels, les travaux de cette commission devraient aborder cette problématique en partant d'études de cas pour examiner les hypothèses relatives aux nouveaux moteurs de croissance. Cette commission pourrait étudier, notamment, la place de l'environnement dans la construction des politiques de croissance, en discutant des thèses relatives à la « reconversion écologique » ou de « croissance verte » (énergies renouvelables, rénovation et construction écologique, agriculture durable et permaculture...). Les travaux viseront à répondre à la question suivante : la préoccupation environnementale est-elle alors un frein ou un moteur de la croissance ?

Les travaux de cette commission permettront de se saisir du débat contradictoire portant sur l'environnement comme frein/moteur de croissance en rapport avec la notion de transition écologique. Elle sera traitée à partir de trois angles : (1) la construction/la rénovation, (2) l'énergie et (3) l'agriculture (ex : la permaculture)

Intervenants :

- Tom Bauler et Bonno Pel (ULB), « Entre capture et rupture : l'apport de l'innovation sociale à une alternative socio-environnementale »
- Marion Courtois (Bruxelles Environnement), « La clé ou le verrou ? Le rôle des pouvoirs publics dans le déploiement de l'économie de la fonctionnalité »
- Johan Eyckmans (KUL), « Some basic economics of the circular economy »
- Grégoire Garsous (OCDE), « How to reconcile green and growth? Green growth strategy, experiences and evidence »
- Olivier Godard (École Polytechnique de Paris), « La croissance accusée, masque des failles institutionnelles de l'organisation économique »

- *Bertrand Hamaide (Université Saint-Louis) et Martin Nève (Université Saint-Louis), « La courbe environnementale de Kuznets revisitée »*
- *Gilles Rotillon (Université Paris Ouest Nanterre La Défense), « Peut-on réconcilier croissance et environnement : est-ce la bonne question ? »*
- *Vincent van Steenberghe (Service Public Fédéral Santé Publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement), « Les outils d'évaluation des impacts économiques de la transition bas carbone: état des lieux et perspectives »*

Résumé des contributions

Entre capture et rupture : l'apport de l'innovation sociale à une alternative socio-environnementale

Tom Bauler et Bonno Pel (ULB)

La réconciliation attendue entre économie et environnement semble attribuer un rôle non-négligeable aux innovations sociales (IS). L'innovation sociale se définit par les activités interstitielles entre Marché et Etat, qui sont plutôt exercées au niveau citoyen en liant une finalité sociale avec une volonté de s'appuyer sur des relations sociales pour la réaliser. Notre contribution s'intéresse sur l'avènement même de la promesse soulevée : est-ce réaliste de ranger l'IS parmi les faits sociaux qui peuvent contribuer à résoudre la dichotomie d'objectifs entre économie&croissance et vie sociale&réalités environnementales? Nous montrons que l'innovation sociale, une fois qu'elle entre dans le champ d'attraction de la gouvernance par les acteurs publics se confronte à une dynamique de capture et de transformation de sa propre activité, qui risque de nuire à la capacité de l'IS à faire partie « des solutions alternatives ». En d'autres mots, nous explorons ce que produit la généralisation et l'institutionnalisation d'une alternative socio-économique et ce que de la moelle épinière des IS risque de céder dans cette évolution.

La clé ou le verrou ? Le rôle des pouvoirs publics dans le déploiement de l'économie de fonctionnalité : étude de cas.

Marion Courtois (Bruxelles Environnement / Sous-division économie circulaire)

Pour accélérer la transition de nos modes de production et de consommation afin de les rendre compatibles avec les limites physiques de la terre, les pouvoirs publics ont un rôle de verrou important à jouer, rôle qui dépasse les missions traditionnelles qui leur sont généralement confiées. En particulier pour le déploiement de l'économie de fonctionnalité, il s'agit, notamment, du financement des entreprises dans la phase de transition vers ce type modèles d'affaire, de la stimulation des achats publics comme levier de la demande, de la sensibilisation des consommateurs pour changer leur rapport aux objets et aux services, de l'observation et du suivi du phénomène de la transition vers le modèle d'économie de la fonctionnalité. De manière transversale, les pouvoirs publics doivent jouer le rôle d'« acteurs-pont » entre les parties prenantes. L'article se base sur un projet pilote mené par l'Union des Classes Moyenne et soutenu par la Région de Bruxelles-Capitale.

L'économie circulaire sous l'angle de l'économie environnementale

Johan Eyckmans (KU Leuven)

Dans cette contribution, j'aimerais m'attarder sur deux questions fondamentales portant sur le principe de l'économie circulaire et je m'efforcerais d'y répondre au moyen d'arguments économique-environnementaux. D'une part, la menace d'épuisement des matières premières justifie-t-elle l'intervention des pouvoirs publics pour initier ou accélérer la transition vers une économie plus circulaire ? D'autre part, je m'intéresserai aux instruments politiques que les pouvoirs publics devraient activer et aux complications qui se poseront inévitablement en chemin.

How to reconcile green and growth? Green growth strategy, experiences and evidence

Grégoire Garsous (OCDE)

Grâce à de nouveaux résultats, nous discutons comment réconcilier les deux objectifs que sont atteindre des taux de croissance supérieurs et freiner l'érosion continue de l'environnement. Cela nécessite des politiques qui soutiennent l'innovation et l'investissement dans la bonne direction – pour des idées nouvelles, plus propres et plus productives. Ceci est à condition que les politiques environnementales – qui ne sont pas nécessairement préjudiciables à la croissance si elles sont conçues de manière adéquate – envoient un signal fort et cohérent. Une autre condition est d'assurer que le cadre de ces politiques soutienne la concurrence et n'entrave pas la performance des entreprises jeunes, innovantes et dynamiques. Ensuite, il nous faut repenser les autres politiques économiques (fiscalité et politiques sectorielles) afin de les aligner avec les objectifs environnementaux.

L'accusation de la croissance, masque des failles institutionnelles de l'organisation économique

Olivier Godard (École Polytechnique-ParisTech)

Rendre la croissance économique responsable des problèmes d'environnement, c'est se tromper sur l'essentiel qui se trouve dans les défaillances organisationnelles affectant les régulations en place et le statut juridique et économique réservé aux biens environnementaux. La croissance sera écologiquement soutenable le jour où les conditions de reproduction des traits fondamentaux de l'environnement seront intégrées de façon routinière dans les décisions publiques et privées. Dans les déséquilibres et crises environnementales contemporaines, la croissance ne joue qu'un rôle de facteur d'amplification, aux conséquences concrètes certes très importantes, des désordres et manques organisationnels qui sont premiers. D'ailleurs, sans ces corrections organisationnelles, une « croissance nulle » et même une « décroissance », qui créeraient les conditions d'une lutte de tous contre tous et provoqueraient un repli sur les intérêts les plus immédiats, continueraient à dégrader sévèrement l'environnement.

La Courbe Environnementale de Kuznets Revisitée

Bertrand HAMAIDE et Martin NEVE (Université Saint-Louis – Bruxelles)

La Courbe Environnementale de Kuznets (CEK) fait l'hypothèse que la pollution augmente avec la croissance à de faibles niveaux de développement, puis tend à diminuer une fois qu'un certain seuil a été atteint. La plupart des études sur le sujet utilise le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant comme indicateur de développement au contraire de cet article qui propose une mesure de développement plus globale, l'Épargne Nette Ajustée (ENA) de la Banque Mondiale, comme variable explicative. Nous montrons qu'une CEK Revisitée semble être une hypothèse valide pour les émissions de CO₂, contrairement à la CEK standard, à tout le moins pour des seuils de revenus raisonnables. Nous montrons aussi que tant le capital humain que le capital naturel contribuent à expliquer la partie décroissante de la relation entre dégradations environnementales et développement.

Peut-on réconcilier croissance et environnement : est-ce la bonne question ?

Gilles Rotillon (Université Paris Ouest Nanterre la Défense, EconomiX)

Cet article soumet à la critique deux modèles au moyen desquels les économistes analysent généralement les liens entre croissance et environnement. Il s'agit, d'une part de la courbe de

Kuznets environnementale et, d'autre part, de la théorie de la croissance optimale et de son hypothèse de substituabilité des différentes formes de capital productif. La question des relations entre croissance et environnement ne peut se satisfaire d'approches aussi abstraites et agrégées. Ce qui compte, ce n'est pas la croissance ou non du PIB en tant qu'indicateur synthétique mais les modes de production et de consommation concrets à la source des activités qui le constituent.

Les outils d'évaluation des impacts économiques de la transition bas carbone: état des lieux et perspectives

Vincent van Steenberghe (SPF Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement, Service Changements Climatiques)

Les modèles économiques calculables nous apprennent que les impacts de la transition bas carbone d'un pays comme la Belgique sur la croissance, l'emploi et les coûts du système énergétique sont relativement modestes et même potentiellement positifs. Tandis qu'ils abordent pleinement la question des changements technologiques, ces outils économiques traitent actuellement peu celle des changements significatifs de comportement, de style de vie, ainsi que celle du lien entre les politiques climatiques et les politiques visant d'autres objectifs que la réduction des émissions de carbone. Nous argumentons que, dans un contexte requérant des changements non marginaux, ces éléments sont pourtant susceptibles de peser significativement sur le choix des politiques à mener et donc sur leurs impacts économiques. Leur meilleure compréhension et prise en compte s'avère d'ailleurs essentielle face au constat selon lequel les obstacles à la mise en œuvre de politiques climatiques ambitieuses sont avant tout de nature institutionnelle, culturelle et comportementale.

Commission 4 : Quelle économie dans une ère post-croissance ?

Co-présidents : Isabelle Cassiers (UCL) et Kevin Maréchal (ULB)

L'expérience d'une croissance économique soutenue appartient-elle au passé ? Pour les pays occidentaux, la réponse est très vraisemblablement « oui ».

Focaliser les politiques économiques et sociales sur sa relance serait dès lors contre-productif, d'autant que la croissance des dernières décennies a engendré une montée des inégalités, des dommages écologiques en partie irréversibles et peu de bien-être additionnel. Une attitude plus réaliste et proactive consisterait à affiner les scénarios d'entrée dans une ère post-croissance choisie plutôt que subie, et à se doter des outils théoriques et politiques nécessaires pour gouverner une véritable transition écologique et sociale.

Partant de ces prémisses, cette commission examine quelques défis majeurs posés par une telle perspective, dans des registres divers, qui questionnent la théorie économique autant que la pratique économique : travail, emploi, consommation, protection sociale, économie sociale, économie circulaire, indicateurs alternatifs au PIB, gouvernement de la transition...

Intervenants :

- « *L'économie dans une ère post-croissance : quel projet, quelle pensée ?* », Isabelle Cassiers (UCL-IREs/CIRTES et FNRS) et Kevin Maréchal (ULB-CEESE et ULg-Gembloux Agro-Bio Tech)
- « *Au-delà de la croissance, le bien-être et la soutenabilité* », Eloi Laurent (OFCE-Science Po et Stanford University)

- « *L'emploi et le travail dans une ère post-croissance* », Dominique Méda (Paris-Dauphine-IRISSO et FMSH-Collège d'études mondiales)
- « *Les nouvelles voies de la démarchandisation* », Bernard Perret (CGEDD, France)
- « *Économie sociale et transitions polycentriques* », Thomas Bauwens (ULg et Oxford) et Sybille Mertens (ULg)
- « *L'économie circulaire et ses enjeux : une analyse systémique de la gestion des matières organiques à Bruxelles* », Stephan Kampelmann (ULB)
- « *L'économie écologique pour penser la post-croissance et façonner de nouveaux indicateurs de prospérité* », Géraldine Thiry (UCL)
- « *La cage et le labyrinthe : s'évader de la religion de la croissance* », Olivier De Schutter (UCL)

Résumé des contributions

L'économie dans une ère post-croissance : quel projet, quelle pensée ?

Isabelle Cassiers (UCL et FNRS) et Kevin Maréchal (ULB et ULg-Gembloux)

Dans ce chapitre introductif, nous retraçons le fil d'une thèse élaborée au sein de la Commission 4. Par post-croissance, nous entendons *un horizon au-delà de la poursuite de la croissance économique comme projet de société*. L'« objectif croissance » est, selon nous, dépassé, pour des raisons tant écologiques que sociales. Abandonner ce projet pose aux économistes (théoriciens et praticiens) des défis majeurs et exige de reprendre à leur base les questions dont ils traitent couramment et l'examen des finalités poursuivies. Trois principes essentiels peuvent servir de balises pour une société post-croissance : respect des limites écologiques, équité dans la répartition et promotion de l'autonomie. De tels principes inspirent déjà d'innombrables initiatives de transition et divers courants de réflexion. Les articuler – par un cadre théorique *et* par une gouvernance appropriés – est une tâche essentielle pour favoriser un basculement systémique.

Au-delà de la croissance, le bien-être et la soutenabilité

Eloi Laurent (OFCE/Sciences Po et Stanford University)

Cette contribution se propose de montrer que la focalisation actuelle des politiques publiques sur l'objectif de croissance économique est une erreur, voire une faute. La croissance du PIB est un objectif intermédiaire dont l'évolution est de plus en plus déconnectée des deux objectifs finaux qu'il convient de viser au 21ème siècle : le bien-être des citoyens et la soutenabilité des sociétés. Cette contribution trace finalement les contours de ce que pourrait être, dans le contexte d'une économie post-croissance, une transition social-écologique vers ces deux objectifs.

L'emploi et le travail dans une ère post-croissance

Dominique Méda (Paris-Dauphine-IRISSO et FMSH-Collège d'études mondiales)

Nos sociétés prennent conscience du fait que la croissance, si elle a apporté d'immenses bienfaits, s'est également accompagnée de maux et de dégâts, sociaux et environnementaux. À cela s'ajoute la conviction désormais bien établie que l'indicateur PIB, loin de constituer un guide pour l'action, ne nous donne pas les indications nécessaires pour engager la reconversion écologique. Si nous voulons que nos actions soient « compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre » (Jonas), il nous faut abandonner l'objectif formulé en termes de taux de croissance et accepter l'idée d'une société post-croissance, ayant pour ambition de satisfaire les besoins sociaux. Quelles sont les conséquences de la transition vers une société post-croissance ? Pourra-t-on continuer à y créer des emplois ? Quelles transformations du travail peut-on en attendre ? Quel modèle social est susceptible d'accompagner son expansion ? L'article tente de mettre en évidence pourquoi la reconversion écologique, en plus d'être une nécessité, peut constituer une opportunité pour l'emploi et le travail, et réconcilier la question sociale et la question

écologique, trop souvent opposées. Il s'interroge sur les conditions de mise en œuvre de ces transformations.

Les nouvelles voies de la démarchandisation

Bernard Perret (Conseil général de l'environnement et du développement durable, CGEDD – France)

La fin de la croissance s'explique par l'épuisement du « cœur du réacteur » de l'économie capitaliste, à savoir le mécanisme de transformation des besoins en marchandises. Les biens qui tendent à prendre davantage d'importance dans la vie des gens – qualité de l'environnement, sécurité, information, soins médicaux et sociaux, etc. – ne sont pas des « marchandises », au sens de biens appropriables, substituables et monnayables. Leur production s'intègre donc mal dans le processus d'accumulation capitaliste auto-entretenu. L'objet principal du texte est de montrer qu'un certain nombre d'innovations sociales et pratiques économiques émergentes – économie sociale et solidaire, économie circulaire, économie collaborative, etc.- participent de cette évolution, en même temps qu'ils y apportent des éléments de réponse. Le concept clef de cette analyse est celui de « démarchandisation », compris dans un sens large incluant diverses formes d'hybridation de la logique marchande. En conclusion, le texte présente les grandes lignes d'une politique publique de démarchandisation dont l'objectif serait de réduire les besoins monétaires et d'intensifier la circulation des « non-marchandises ».

Économie sociale et transitions polycentriques

Thomas Bauwens (ULg et Oxford University) et Sybille Mertens (ULg)

Les nombreux défis que représente la transition sociale et écologique vers une société post-croissance constituent des problèmes typiques d'action collective. La littérature récente consacrée à ces derniers met en exergue la notion de système « polycentrique » de gouvernance des biens publics, qui implique une multiplicité de centres de décision indépendants partageant un ensemble de règles communes. Un système polycentrique suppose également un degré élevé de participation citoyenne auto-organisée. Les formes organisationnelles adaptées pour encadrer l'action citoyenne ont cependant été jusqu'à présent peu étudiées, à tout le moins dans leur lien avec la transition. Cet article vise à combler ce vide et à explorer les rôles que peuvent jouer les organisations d'économie sociale à cet égard. Nous montrons comment leurs spécificités organisationnelles les rendent aptes à encadrer l'action citoyenne auto-organisée et donc à favoriser la mise en place de systèmes de gouvernance polycentrique de la transition social-écologique. Enfin, nous appliquons cette grille de lecture à deux domaines d'activité : l'énergie et l'alimentation.

L'économie circulaire et ses enjeux : une analyse systémique de la gestion des matières organiques à Bruxelles

Stephan Kampelmann (ULB et University of Stuttgart)

L'économie circulaire connaît un engouement surprenant et apparaît comme une approche prometteuse pour rompre avec les flux linéaires qui commencent par l'extraction d'une ressource et finissent par la création d'un déchet. Mobilisant la théorie des systèmes socio-écologiques, ce chapitre souligne l'existence de trajectoires alternatives vers la circularisation de l'économie – et que ces alternatives ne sont pas neutres quant à leurs conséquences économiques, sociales et environnementales. Une étude de cas portant sur les flux des matières organiques dans la métropole bruxelloise permet de faire ressortir deux trajectoires potentielles : celle d'une « troisième révolution industrielle », avec une prolongation de la logique de croissance économique basée sur l'accumulation de capital et une expansion quantitative, et celle d'une « post-croissance » créatrice

d'une nouvelle organisation polycentrique du travail et d'un développement qualitatif moins intensif en capital.

L'économie écologique pour penser la post-croissance et façonner de nouveaux indicateurs de prospérité

Géraldine Thiry (UCL)

Si l'économie comme discipline façonne l'économie comme système, de quelle discipline économique avons-nous besoin pour accompagner la transition vers une société post-croissance, que l'on voudrait moins dépendante du marché, plus équitable et plus respectueuse de la nature qu'une société de croissance? Nous suggérons que l'économie écologique, dans sa diversité et son hétérogénéité, est un mouvement de pensée fécond dans le façonnement d'une société post-croissance. Nous explorons un domaine particulier dans lequel l'économie écologique est susceptible de jouer un rôle transformateur : les nouveaux indicateurs de soutenabilité. Nous présentons les différentes options de quantification proposées par ce courant. Au-delà de leurs divergences, nous suggérons qu'une articulation « étagée » dans le temps de ces différentes propositions est susceptible de baliser une transition vers une société post-croissance.

La cage et le labyrinthe : s'évader de la religion de la croissance

Olivier De Schutter (UCL)

L'impasse dans laquelle nous nous trouvons au moment d'explorer la possibilité d'une économie post-croissance résulte d'une interaction entre des changements de comportement dans le chef de l'individu, incité à développer une « mentalité acquisitive », et des réponses à ces comportements à l'échelle sociétale. En outre, si, au sein d'une petite fraction de l'opinion, les impasses liées à la poursuite de la croissance économique commencent à être reconnues, les moyens de sortir de ces impasses demeurent vagues et contestés. Cette double contrainte handicape notre capacité à sortir du système hérité. Cependant, bien qu'elle pose un problème d'action collective, le désaccord sur les voies de sortie doit aussi être vu comme une promesse. Car l'on ne sort de la cage qu'en acceptant que la question de la transition suppose une pluralité de solutions, et qu'il existe une multiplicité de pratiques permettant de déverrouiller le système. Nous sommes dans une cage sans doute, mais non pas prisonniers d'un labyrinthe qui n'autoriserait qu'une porte de sortie: c'est à partir de cette double caractéristique que l'on peut réfléchir les dispositifs de gouvernance à instituer pour préparer une société de post-croissance.

Source : www.congresdeseconomistes.be

P.S.: "Les Editions de l'Université Ouverte" ont repris l'ensemble des Actes du 21ème Congrès des Economistes dans un volumineux ouvrage intitulé "La croissance : Réalités et perspectives" (722 pages) édité à Charleroi en novembre 2015. Référence : ISBN 978-2-87306-135-7 (Prix : 34,10 € (port de 5,10 € compris)) (cf. www.uo-fwb.be)